La place problématique de la démarche critique dans les études en communication

par Éric GEORGE, professeur, département de communication, Université d'Ottawa
chercheur, Groupe de recherche interdisciplinaire sur la communication, l'information et la société (GRICIS)

Pour citation :
GEORGE Éric, 2004, « La place de la démarche critique dans les études en communication », Colloque du département des communications de l'Université du Québec à Montréal, les 2 et 3 avril.

En considérant que l'industrie culturelle exerçait une fonction idéologique cruciale dans le maintien des sociétés capitalistes, les penseurs de l'École de Francfort ont introduit la pensée critique dans le champ des études consacrées à la communication. Dans le cadre de ce texte, nous proposons tout d'abord de revenir brièvement sur les enseignements issus de leurs réflexions puis nous aborderons la façon dont l'approche critique a été mobilisée dans l'étude de la communication en mentionnant notamment les travaux effectués en économie politique des médias. Nous complèterons cette présentation en abordant quelques éléments de réflexion complémentaires puisés dans les recherches consacrées à la réception des médias (l'approche des Cultural studies en l'occurrence) et aux usages des technologies de l'information et de la communication (TIC) (l'approche de l'appropriation en l'occurrence). Ensuite, dans un deuxième temps, nous nous interrogerons sur l'enseignement à dimension critique dans un contexte marqué par la professionnalisation croissante de l'Université, une tendance qui, pour diverses raisons que nous aborderons brièvement, est particulièrement forte en communication. En dernier ressort, nous verrons que l'enjeu essentiel consiste à nous questionner plus globalement sur les missions de l'institution universitaire au sein des sociétés capitalistes actuelles.

Le cœur de la démarche critique en communication : de l'école de Francfort à l'économie politique

La dimension critique constitutive de l'école de Francfort

Deux des figures les plus importantes de l'École de Francfort, Theodor W. Adorno et Max Horkheimer, ont été les premiers penseurs à proposer une critique radicale des moyens de communication – du cinéma à la télévision en passant par la radio – en considérant que ceux-ci contribuent largement à ce que le mode de production de l'industrie culturelle s'effectue sur le même modèle que le procès de production capitaliste général. En conséquence, ils ont estimé que l'industrie culturelle ne pouvait plus assumer le rôle tenu jadis par l'art qui avait pour but de montrer le beau, le juste,

bref de contribuer à la raison positive (voir par exemple 1974). À l'opposé, l'industrie culturelle ferait systématiquement la promotion de l'efficacité qui se trouve au cœur de la raison instrumentale. Notamment avec le complexe militaro-industriel, elle tiendrait un rôle central, une fonction idéologique cruciale dans les sociétés capitalistes, d'autant plus pernicieuse qu'elle est implicite : accélérer et orienter les modes de consommation en faisant la promotion de certains modèles de comportement, contrôler le temps de loisir libéré par les progrès de la productivité, et, plus largement, convaincre la population qu'elle vit dans le meilleur des mondes possibles, qu'il est vain de contester et qu'il est nécessaire de s'adapter. On retrouve donc bien ici l'une des acceptations du terme « critique » puisqu'il s'agit de porter un regard critique global par rapport à l'état, l'évolution de nos sociétés, et ce justement par opposition avec un ensemble d'autres approches qu'Anne-Marie Gingras qualifie de « libérales » (approches behavioriste, systémique et fonctionnaliste) (1999).

De plus, on peut considérer également que l'approche des penseurs de l'École de Francfort est « critique » parce qu'ils ont affirmé que la méthodologie ne pouvait être réduite à un ensemble de techniques de recherche, si élaborées soient-elles, mais qu'elle devait comprendre une importante part de réflexion sur la façon même de faire de la recherche. On se souvient de la fameuse opposition entre Adorno et le chef de file des chercheurs fonctionnalistes, Paul Lazarsfeld. Le représentant de l'école de Francfort fit le commentaire suivant au sujet de la conception de la méthodologie adoptée par Paul Lazarsfeld dans le cadre d'un projet sur la radio financé par la fondation Rockfeller, projet auquel il avait été convié à coopérer en 1938 suite à son exil d'Allemagne :

> Les directives émanant de la fondation Rockfeller stipulaient expressément que les recherches devaient être réalisées dans les limites du système radiophonique commercial en vigueur aux États-Unis. Cela impliquait donc que le système lui-même, ses conséquences culturelles et sociologiques et ses présupposés sociaux et économiques ne devaient pas faire l'objet de l'analyse... J'étais préoccupé par un problème méthodologique de base — dans la mesure où j'entendais le mot "méthode" davantage dans son sens européen d'épistémologie que dans le sens où l'entendent les Américains pour qui la méthodologie signifie de fait les techniques pratiques de recherche (traduit et cité par Mattelart A. et M., 1986, p.257).

Par la suite, les recherches à dimension critique menées sur les liens entre le système capitaliste et les moyens de communication ont notamment été effectuées dans deux directions : (1) celle acordant une priorité à la dimension économique, les travaux étant souvent considérées comme relevant de l'économie politique de la communication et, notamment dans les pays francophones, de la théorie des industries culturelles ; (2) celle accordant la priorité à la dimension culturelle ou sociale, avec les travaux sur la réception des médias relevant souvent des Cultural studies, notamment dans les pays anglo-saxons et avec ceux consacrés, surtout dans les pays francophones, aux usages des technologies de l'information et de la communication (TIC).

L'évolution de la démarche critique avec l'économie politique de la communication

En ce qui concerne les études en matière d'économie politique de la communication, Bernard Miège estime qu'il s'agit de mettre en évidence « la face économique de la communication, la formation des grands groupes économiques transnationaux, les phénomènes de domination qui en résultent, et les aspects stratégiques des flux transnationaux de données ou de produits culturels » (1996, p.44). Ces recherches s'inscrivent à la fois en continuité et en rupture avec les propos tenus au sein de l'École de Francfort. D'une part, il y a toujours la volonté de porter un regard critique global sur l'état, l'évolution de nos sociétés en mettant l'accent sur le rôle central du conflit et des « phénomènes de domination » dans nos sociétés. Vincent Mosco donne d'ailleurs la définition suivante à l'économie politique de la communication : « The study of social relations, particularly the power relations, that mutually constitute the production, distribution, and consumption of resources » (1996, p.25) [« L'étude des relations sociales, particulièrement des relations de pouvoir, qui constituent conjointement la production, la distribution et la consommation des ressources » (ibid.). Il poursuit en précisant que pour les économistes classiques, comme Adam Smith, David Riccardo et John Stuart Mill, faire de l'économie politique consistait à comprendre la révolution capitaliste, le bouleversement qui a transformé des sociétés basées sur le travail agricole en des sociétés fondées sur le commerce, la manufacture et l'industrie (ibid., p.27). De son côté, Karl Marx a pensé la critique de l'économie politique, celle-ci consistant à étudier les forces responsables de la croissance capitaliste et des changements au sein de celui-ci (ibid.). Mosco poursuit en mettant l'accent sur le lien entre théorie et pratique susceptible de contribuer au changement : « Most generally, praxis refers to human activity and specifically to free and creative activity by which people produce and change the world and themselves » (ibid., p.37). Quant à Peter Golding et à Graham Murdock, ils estiment que le trait le plus original de l'approche est incontestablement le fait qu'au-delà des questions d'efficacité du système économique, elle met l'accent sur les questions de justice, d'équité et de bien public (1991, p.18-19). On voit bien que la dimension critique demeure importante.

Toutefois, notamment dans sa version francophone, l'approche de l'économie politique tend à être plus analytique et la dimension moraliste est nettement en retrait, voire de plus en plus souvent absente, au sein de la théorie des industries culturelles dont les représentants accordent une grande importance aux recherches de terrain et aux liens entre théorie et observations. À la fin des années soixante-dix, alors que l'introduction récente du vocable « industries culturelles » au pluriel témoignait d'une acceptation plus grande de la dimension industrielle et marchande d'une large partie de la culture (UNESCO, 1982), l'équipe de Bernard Miège a démontré que, si le secteur de la production culturelle n'échappe pas à la logique de la reproduction capitaliste basée sur la production et sur la vente de marchandises reproductibles, cette reproduction se heurte à certaines limites qui découlent du caractère spécifique des biens et services culturels (1978). Ceux-ci présentent en effet des conditions de valorisation du capital si différentes les uns des autres que les formes prises par le double processus d'industrialisation et de marchandisation et par les stratégies des entreprises du secteur sont très variées. Il est

donc impossible de parler de l'industrie culturelle comme un ensemble uniforme au sein du système capitaliste.

La critique de nos sociétés est ici rejointe par la critique de certains enseignements de l'École de Francfort. La critique est aussi celle des positions orthodoxes du Parti communiste français de l'époque, tout comme à l'époque les penseurs de l'école de Francfort avaient pris leurs distances par rapport aux positions orthodoxes prises en Union Soviétique. Les chercheurs français démontrent notamment que « l'artisanat et le petit capital, loin de disparaître, maintiennent et renforcent leurs positions dans plusieurs secteurs (conception-enregistrement de disques-réalisation audiovisuelle) » (ibid., p. 28), et remettent ainsi en cause l'idée de la disparition plus ou moins rapide mais systématique de la petite production culturelle au profit de la structure monopolistique. Plus globalement, Gaëtan Tremblay écrit une vingtaine d'années après les premiers travaux que les analystes ont pour tâche de « décortiquer les particularités de l'expansion de l'économie capitaliste dans ce nouveau champ de mise en valeur [ndr : l'information, la culture, la communication]. La perspective critique n'a pas pour autant disparu. Elle a changé de cadre problématique : de philosophico-éthique elle est devenue socio-économique » (1997, p.12).

On le voit très bien dans le cadre des échanges en vue de développer un projet de recherche initié en cette année 2003 à la MSH de Paris Nord par Philippe Bouquillion et Yolande Combes (axe 1 : Industries de la culture et arts, thème socio-économie de la culture). Dans le cadre de l'amorce d'une analyse des mutations contemporaines des industries de l'information, de la culture et de la communication. Bernard Miège propose de discuter le discours critique, assez répandu, selon lequel la concentration capitalistique et la convergence en cours conduiraient forcément à un appauvrissement en termes de contenus informationnels et culturels. L'industrialisation et la marchandisation de la culture sont souvent dénoncées sous prétexte que ce secteur devrait échapper à la tendance générale qui caractérise la phase actuelle du capitalisme, à savoir l'omnimarchandisation de l'ensemble des activités humaines. D'une certaine manière, ces prises de position semblent plutôt reprendre le discours des philosophes de l'École de Francfort qui estimaient que la culture de masse n'était qu'un élément parmi d'autres du vaste ensemble capitaliste. Or, il importe d'analyser enfin de façon précise les liens entre, d'une part, l'évolution des stratégies des entreprises et des tendances à l'intérieur desquelles celles-ci s'insèrent, tout en contribuant éventuellement à les modifier, et d'autre part, l'évolution de la production informationnelle et culturelle. Comme l'écrit Bernard Miège, « de la prise de contrôle financier à la production de la culture et à celle de l'information, interviennent toute une série de médiations qu'on ne saurait a priori passer sous silence » (2003, p.1). Critique, mais aussi donc critique de la critique, critique systématiquement fondée sur l'analyse de terrain.

Cela dit, la critique ne relève pas non plus uniquement de l'économique même si cette dimension est centrale. Elle est aussi et indissociablement d'ordre idéologique. Ainsi, les auteurs de *Capitalisme et industries culturelles* ont-ils écrit que « le principal rôle idéologique de la culture marchande consiste à assurer la valorisation du modèle économique capitaliste » (1978, p. 176). En 1984, Yves de la Haye écrivait : « La

préparation des nouveaux marchés -- toute l'histoire des industries culturelles en fait foi -- ne peut guère se satisfaire des demandes pré-existantes ; celles-ci doivent être forgées, ce qui ne va pas sans la transformation des pratiques culturelles elles-mêmes: comportements, actes d'achats ou d'appropriations, mais aussi représentations » (1984, p.128-129). Il invitait alors à étudier les actions promotionnelles de « préparation des esprits » (1984, p.129-130) et les actions entreprises par l'école, l'action culturelle, l'information scientifique et technique, certaines composantes du mouvement associatif » (1984, p.131-132) comme autant de moyens de « préparer » les marchés. Depuis, les analyses montrant dans quelle mesure les discours issus des milieux politique et économique peuvent contribuer à « préparer les esprits », pour reprendre la formule d'Yves de la Haye, n'ont pas manqué.

Ainsi, Vincent Mosco s'est intéressé aux discours sur Internet et « l'autoroute de l'information » en analysant ceux-ci comme de nouveaux mythes qui visent à faire croire que nous participerons tous à l'aventure du « cyberespace ». Mentionnant Claude Lévy-Strauss et Roland Barthes, il précise que les mythes aident les gens à supporter les contradictions dans la vie sociale et qu'ils donnent une justification naturelle et éternelle aux choses. D'où l'abondance de discours euphoriques dépourvus de toute dimension critique vis-à-vis d'Internet, par exemple ceux de Nicholas Negroponte. Or, Mosco rappelle que le développement des « autoroutes de l'information » sert avant tout certains acteurs sociaux, à commencer par les entreprises transnationales. Jean-Guy Lacroix va dans le même sens en distinguant trois types de discours qui font la promotion d'innovations en matière de technologies de l'information et de la communication (TIC) : le discours prospectif (ou préfiguratif), dont la finalité est idéologique et politique et dont le but est de convaincre la population en général de la nécessité de la nouvelle technologie pour assurer l'avenir et le progrès de la société ; (2) le discours promotionnel, dont la finalité est économique et commerciale et dont le but est de convaincre la clientèle visée de l'utilité, des avantages et de l'efficacité supérieure de la technologie proposée ; (3) le discours prescriptif, au sens strict du terme, dont la finalité est organisationnelle et éducative et dont le but est d'initier l'usager aux utilisations prévues » (1994, p. 149-150). Les deux dimensions apparaissent donc étroitement mélées.

De l'étude de la réception des médias à celle des usages des TIC d'un point de vue critique

Il reste une dimension peu abordée jusqu'à maintenant au sein de l'économie politique de la communication et de la théorie des industries culturelles : le rôle du récepteur, de l'usager. Gaëtan Tremblay reconnaît que la question des usages sociaux des médias et des TIC est souvent considérée comme liée aux stratégies des acteurs industriels : « elle n'est guère intégrée, sinon par le biais du financement, à la définition des logiques sociales » (1997, p.21). Certes, les usagers sont considérés comme les acteurs qui favorisent ou contrarient l'implantation des innovations techniques et donc les stratégies des entreprises mais ils sont presque toujours placés en position de réaction à une offre produite par les promoteurs d'équipements, d'interfaces et de contenus, même si ces derniers tiennent compte des caractéristiques de premières utilisations et de desiderata

prononcés dans le cadre d'entretiens individuels ou en groupes de discussion (focus groups). Or, même si nous partageons ce point de vue sur les positions assymétriques des producteurs et des récepteurs ou usagers[1], nous pensons qu'il n'est pas suffisant de parler de consommation car l'appropriation du dispositif, la réception du contenu médiatique est ainsi vidée de son sens.

Les Cultural studies entre résistance et plaisir

C'est pourquoi nous allons maintenant brièvement aborder deux des approches qui ont traité ces questions. Si l'étude de la réception médiatique est relativement récente dans les pays francophones (Yelle, 2000), elle est plus ancienne dans les pays anglo-saxons, autour notamment des activités du Center for Contemporary Cultural Studies (CCCS) fondé en Angleterre à Birmingham en 1963. Son premier directeur, Richard Hoggart, avait écrit dès 1957 dans un ouvrage intitulé *The Uses of Literacy: Aspects of Working-Class Life with Special References to Publications and Entertainments* qu'il ne fallait pas surestimer l'influence des produits de l'industrie culturelle sur les classes dites populaires. Il écrivait en guise de conclusion que les :

> « influences culturelles n'ont qu'une action fort lente sur la transformation des attitudes et qu'elles sont souvent neutralisées par des forces plus anciennes. Les gens du peuple ne mènent pas une vie aussi pauvre qu'une lecture, même approfondie, de leur littérature, le donnerait à penser. Il n'est pas aisé de démontrer rigoureusement une telle affirmation, mais un contact continu avec la vie des classes populaires suffit à en faire prendre conscience. Même si les formes modernes du loisir encouragent parmi les gens du peuple des attitudes que l'on est en droit de juger néfastes, il est certain que des pans entiers de la vie quotidienne restent à l'abri de ces changements» (11).

Comme le notent Armand Mattelart et Érik Neveu, « cette idée de résistance à l'ordre culturel industriel est consubstantielle à la multiplicité des objets de recherches qui vont caractériser les domaines de recherche des Cultural studies pendant plus de deux décennies » (). Tout comme on retrouvera souvent la conviction chez Hoggart mais aussi chez Raymond Williams et Edward P. Thompson qu'il est impossible d'aborder la culture sans parler des rapports de pouvoir d'un côté et des stratégies de « changement social » de l'autre. Toutefois, Raymond Williams va reconnaître dans *Marxism and Literature* (64) que la dimension économique de la culture, la concentration du capital des entreprises, le contexte impérialiste et néocolonial ont un poids trop souvent oublié. Mais d'autres auteurs comme Ien Ang vont plutôt mettre l'accent sur le plaisir que peut justement procurer la télévision commerciale plus attractive que le secteur public. En fait, progressivement, les départements estampés « cultural studies » vont largement se développer, surtout dans les pays anglophones, mais dans un contexte marqué par la dépolitisation, qui, on peut émettre l'hypothèse, a aussi touché bon nombre de chercheurs

[1] On parlera plus volontiers de récepteurs dans le cas des médias et d'usagers dans le cas des technologies de l'information et de la communication.

et de chercheuses se considérant comme culturalistes. Pour beaucoup d'entre eux, la notion de résistance à un ordre marqué par le « capitalisme comme système » n'est donc plus apparue comme centrale. Pourtant, on retrouvait bien là une démarche critique par rapport à la société. Et celle-ci était d'autant plus intéressante qu'il s'agissait d'aborder les éléments qui permettaient d'envisager de modifier les formes du capitalisme, voire éventuellement de le dépasser.

L'approche de l'appropriation des TIC ambivalente ?

De l'autre côté de la Manche, en France, ce sont plutôt les recherches sur les usages des objets et dispositifs techniques qui ont pris de l'importance, notamment à partir de la fin des années 70. Dans le cadre de l'étude des usages sociaux des TIC, l'approche dite de l'appropriation s'est notamment intéressée à l'introduction de ces technologies dans la vie sociale. Il y est question d'usages réels et des significations que revêtent ces pratiques auprès des individus ou des groupes. Ayant donné ses lettres de noblesse aux travaux en sociologie sur la vie quotidienne, Michel de Certeau est souvent considéré comme le pionnier des recherches en la matière[2]. Mais au fil des années, des différences se sont creusées entre deux tendances principales avec, d'un côté, les chercheurs et chercheuses qui ont estimé que face au poids de la structure de l'offre, les usagers et usagères ne disposent que de quelques ruses et, de l'autre, ceux qui ont affirmé que l'appropriation est une véritable négociation à égalité de pouvoir avec le concepteur ou la conceptrice. Ainsi, dans un ouvrage intitulé intitulé *La logique de l'usage. Essai sur les machines à communiquer*, Jacques Perriault a notamment travaillé sur les différences entre les usages prévus et les usages effectifs. « Le comportement des usagers est souvent en décalage par rapport au mode d'emploi d'un appareil. Il n'est pas unique non plus. Il y a une grande variété d'attitudes et de comportements. L'usage se fixe plus ou moins vite » (1989, p.202). Ceci s'explique parce qu'il y a, d'un côté, « les inventeurs, qui poursuivent leur rêve de perfectionner une technologie de l'illusion, et leur entourage technicien, qui élabore sans cesse des propositions » et, de l'autre, les « profanes, les usagers éventuels, qui reçoivent sans cesse ces offres, ne partagent que rarement les fantasmes de ceux qui les leur proposent » Jacques Perriault estime que l'on peut parler de dialogue permanent entre une offre technologique et une évolution des usages (ibid., p.18). Or, notre propre analyse nous amène à rejeter cette position et donc à adopter une position fondamentalement critique, et largement opposée à une approche de type fonctionnaliste, Paul Attallah expliquant fort bien combien celles-ci constituent de fait l'idéologie dominante des pays capitalistes (1989).

Cette deuxième position nous pose problème car elle « oublie » qu'il y a presque toujours antériorité de l'offre du moins entre les producteurs et les concepteurs d'une part et le grand public d'autre part. Quels que soient les raffinements en matière de prise en compte des usagers du côté de l'offre, et ce même en amont des filières, il n'en demeure pas moins que dans le contexte d'appropriation des dispositifs techniques, matériels et logiciels, les usagers grand public sont toujours en situation de réponse par rapport à une

[2] Notons que Michel de Certeau est aussi source d'inspiration du côté des recherches sur la réception des médias.

offre, même modifiée après des rencontres entre concepteurs, producteurs et usagers. Même après avoir éventuellement donné leur point de vue lors de rencontres, souvent après avoir effectué des tests, les usagers se retrouvent en effet toujours confrontés à une nouvelle offre matérielle conçue et réalisée par les concepteurs et les producteurs dans le contexte de la recherche de la mise en valeur du capital. On ne pourrait en fait envisager qu'il y ait un réel échange dialogique entre l'ensemble des acteurs concernés qu'à partir du moment où il n'y aurait justement plus de différences entre acteurs. Autrement dit, le point de vue d'auteurs comme Pierre Lévy qui pense que « l'évolution contemporaine de l'informatique constitue une étonnante réalisation de l'objectif marxien d'appropriation des moyens de production par les producteurs eux-mêmes. Aujourd'hui, la "production" consiste essentiellement à simuler, à traiter de l'information, à créer et à diffuser des messages, à acquérir et transmettre des connaissances, à se coordonner en temps réel. Dès lors, les ordinateurs personnels et les réseaux numériques remettent effectivement entre les mains des individus les principaux outils de l'activité économique » apparaît très contestable (1997, p.122).

C'est par exemple ce qui se passe dans le cas du développement du système d'exploitation Linux qui repose sur les modifications apportées par chacun des utilisateurs désireux d'adapter l'offre logicielle en fonction de leurs besoins réels. Toutefois, dans le contexte actuel de la division sociale du travail, ce modèle ne peut être que marginal. En conséquence, les enseignements issus de l'approche de l'économie politique de la communication et de la théorie des industries culturelles nous semblent plus indispensables que jamais pour mieux saisir les tenants et les aboutissants de l'offre capitaliste qui contribuent largement à créer la demande et à structurer les usages. Nos propres analyses et notre démarche critique nous amènent donc à rejeter cette deuxième position au sein de laquelle les situations sociales inégalitaires, les rapports de force entre acteurs sociaux et le rôle structurant de l'offre sont absents du raisonnement. Et notre propos relève non seulement du macro mais aussi du micro. Comme l'écrit Josiane Jouët à propos du rôle central des logiciels dans le cas des usages des dispositifs techniques, « l'usage se greffe sur un potentiel technique prédéterminé qui constitue un horizon de références incontournables. L'utilisateur choisit l'application désirée et construit en se référant aux possibilités et aux contraintes des services et des logiciels empruntés »(1993, p.107). L'offre constitue donc bien un horizon indépassable. Et comme l'écrit Serge Proulx à propos de la réception, la possibilité de résistance du récepteur est loin d'être illimitée : « il s'agit davantage de la capacité limitée de réaction du "sans-pouvoir" dans une société où la consommation constitue un espace contrôlé de plus en plus par les grandes organisations à travers le déploiement de stratégies marketing et publicitaires très sophistiquées » **(1996, p.10).**

Ces nouveaux éléments de réflexion nous amènent à conclure à la nécessité d'intégrer les modalités de la réception et des usages dans notre démarche critique[3]. Toutefois, comme

[3] Il resterait néanmoins à étudier de façon détaillée ce qui se passe sur le terrain des observations des pratiques. Deux textes — l'un intitulé « La mise en place de l'offre et la formation des usages des NTIC. Les cas de Vidéoway et de Télétel », écrit par Jean-Guy Lacroix, Gaëtan Tremblay et Gilles Pronovost (1993) et l'autre intitulé « Médias : éléments pour l'étude de la formation des usages », écrit par Gilles Pronovost (1994), nous semble jeter les bases d'une coopération fructueuse entre sociologie des usages et théorie des industries culturelles.

nous y invite Armand Mattelart, il importe de ne pas surestimer l'autonomie des sujets dans un contexte où les moyens de communication, et bien d'autres aspects de nos vies – notamment en matière d'éducation et de santé – sont de plus en plus soumis à la logique marchande. En effet, à force de privilégier le point de vue du sujet, de mettre l'accent sur le banal et l'ordinaire, le risque est grand de sousestimer le rôle des structures et de survaloriser la résistance, voire de ne plus considérer le social que comme un ensemble d'interactions entre individus souverains. Bernard Miège estime fort justement que :

> malgré l'intérêt que représente l'étude de la réception, ou la prise en compte des négociations qui interviennent entre acteurs dans les interactions quotidiennes, médiatisées ou non, l'approche de la communication ne saurait délaisser durablement comme elle tend à le faire présentement le niveau macro-sociétal, et en particulier les logiques d'action correspondant aux stratégies des acteurs dominants (grands groupes de communication, opérateurs de télécommunication, etc.) et des États (2000).

Il ajoute qu'il est dorénavant nécessaire de penser à articuler les différents niveaux d'analyse sans oublier l'un d'eux car en cette absence, les discours dominants en communication sont ceux des experts, des essayistes ou des entreprises. Nous rajouterons que ce ne sont certainement pas les discours critiques.

La démarche critique : un rôle modeste mais crucial

Maintenant que nous avons avons le point sur l'apport de quelques approches à la pensée critique, nous allons nous intéresser à la place de ce type de démarche au sein des universités. Nous montrerons tout d'abord que cette place est modeste puis qu'elle est cruciale.

Le rôle toujours indécis des enseignements de la démarche critique

Au sujet du premier point, nous sommes bien conscient que la démarche critique peut être à tout moment « récupérée ». Nos propres recherches sont toujours susceptibles d'être lues et interprétées dans un sens complètement différent que celui qui nous semblerait le plus pertinent, le plus « utile » pour nos sociétés. Ainsi, la mise en évidence de la stratégie de domination d'une entreprise sur un marché – une entreprise pourtant présentée par des économistes néo-classiques comme intégrée à un espace concurrentiel – relève d'une analyse critique mais peut fort bien être récupérée par les responsables de l'entreprise ou par ceux de sa ou ses concurrente(s). Lucien Sfez nous invite à nous interroger à ce sujet :

> au nom de quoi, ou de qui, parlerions-nous d'un lieu porteur de vérité universelle, hors des conflits sociaux, hors de leur régulation, hors des institutions en place ? […] Confirmations pratiques : la critique de l'économie politique a déjà permis

> d'améliorer le fonctionnement du capital. La critique d'un Foucault permettra à terme de réformer les prisons et les hôpitaux psychiatriques (1993, p.1576).

À partir de cette réflexion, faudrait-il conclure qu'il est préférable de tout arrêter sous prétexte que tout travail effectué dans une perspective, même critique, peut être récupéré dans une autre ? Nous ne le pensons pas, Lucien Sfez non plus :

> Qui nous dira jamais si les visions d'un Lévi-Strauss et son appel à une nature plus sauvage, à la pensée sauvage, n'ont pas préparé Mai 68, si les recherches d'un Le Roy Ladurie sur les sociétés locales du Moyen Âge ne préparent pas à des pratiques communautaires, locales, conflictuelles, autogérées, si la critique de l'économie politique, dans le domaine urbain en particulier, ne prépare pas la voie à des espaces libérés de toute spéculation, si les critiques d'un Foucault, utopies réactives, ne permettent pas une société sans prisons et sans psychiatrie répressive, si les recherches d'un Baudrillard n'asseyent pas, pour plus tard, une société libérée de l'aliénation consumante ? (ibid.).

Et il conclut sur l'importance de l'indétermination :

> C'est que les images symboliques travaillent à l'insu de leurs auteurs. Jetées dans le corps social, à la dérive pour un moment, elles servent provisoirement les gouvernants en place. En temps de crise, les images prolifèrent et réforment à la marge une société qui secrète ses fissures et les colmate, dans le même mouvement. Un jour, en temps de conflit, bipolarisation, jeu d'exclusion, construction d'identité, purge des images proliférantes au profit d'une seule. Cristallisation. Ce qu'on appelle, dit-on, révolution. Nous n'y sommes pas encore. Mais sans le savoir, toujours à tatons, les intellectuels conservent la société d'aujourd'hui et préparent celle de demain (ibid.).

En fait, par rapport au discours critique, il importe de ne pas lui accorder un rôle en termes d'impact direct qui rappelerait – oh paradoxe ! – certaines thèses behavioristes et fonctionnalistes. Mieux vaut parier sur une certaine indétermination, notamment due à l'épaisseur du social qui contrarie de toute façon tout processus décisionnel.

Pour notre part, nous ajoutons qu'une certaine « épaisseur du social » empêche :

> - que n'importe quelle décision ne soit jamais que celle qui est prise par une partie, et par une partie seulement, de la société ; même majoritaire, cette décision peut ensuite être plus ou moins fortement soutenue par ses partisans au cours de la mise en œuvre tant celle-ci s'inscrit dans la durée, donc modifie les situations et les représentations de chacun ;
> - que les projets retenus ne tiennent pas les objectifs attendus en raison de la complexité des forces réciproques en jeu dans le social lui-même, soit par une surestimation des possibles, soit par une sous-estimation des résistances organisées, soit par l'importance des effets secondaires qui contrarient le projet lui-même, etc (Durand, 1997, p.156).

Considérer l'épaisseur du social contribue à résister à toute idéologie prônant une transparence totale. Tenir compte de cette épaisseur, c'est renoncer à ce que la multiplication des dispositifs de communication mène à cette transparence. Mais c'est aussi questionner le rôle des sciences sociales au sein des sociétés, une question que se pose Jean-Pierre Durand dans les termes suivants : « si l'opacité sociale semble préférable à la transparence, à quoi peuvent donc servir les sciences sociales dont l'objectif est justement de percer les mystères du social, ou tout au moins de dévoiler ce qui est caché, selon l'expression reprise par Pierre Bourdieu ? » Pour sa part, il répond : « il semble ici que le jeu des sciences sociales se situe dans la connaissance (le dévoilement) tout en écartant le choix de la maîtrise et de la manipulation du social — en particulier à travers le rejet de la toute-puissante raison » (1997, p.156-157).

Mais un rôle plus crucial et en danger que jamais

Toutefois, la démarche critique nous semble importante, voire cruciale, surtout en communication et à notre époque. À propos de communication, la tendance à la domination des discours des experts, des essayistes ou des entreprises semble particulièrement forte. Pour quelles raisons ? Érik Neveu apporte un élément de réponse des plus pertinents dans son ouvrage qui a – justement – pour titre l'interrogation suivante *Une société de communication ?* Pour cet auteur, « la "société de communication" s'est affranchie du cercle des seuls discours savants parce qu'elle propose à une multitude d'agents un langage adéquat à leurs intérêts comme aux représentations enchantées de leur identité sociale » (1994, p.104). On retrouve ici des professionnels des médias et de la publicité, mais aussi des « penseurs pour caméras […] pour lesquels un essai sur les médias ou la communication constitue une obligation salutaire » (ibid.) qui proposent une « véritable théorie indigène de la société de communication, mixte de théorisation issue de la pratique professionnelle et d'emprunts à des travaux de chercheurs ou d'essayistes » (ibid.). Il estime que chez beaucoup de ces professionnels des activités symboliques, on trouve trace dans leur vie d'activités militantes dans le cadre associatif ou politique. Il y a là, selon Érik Neveu, « un habitus militant qui porte à vivre sur le mode enchanté du service ou d'un rôle social utile à l'exercice du métier » (ibid., p.117). Or, ajoute-t-il, « placés dans la logique du marché et du souci de tenir leur rang social, les professionnels du travail symbolique ne sont pas plus que d'autres agents sociaux émancipés des contraintes de l'économique, ni assignés au désintéressement » (ibid., p.117).

Yves de la Haye estime pour sa part que la communication tient toujours un double rôle : un rôle économique – dans le cadre du développement du mode de production capitaliste, les moyens de communication sont mobilisés pour modifier l'ensemble des conditions générales du procès de production (1984, p.26) – et un rôle idéologique – il s'agit là de favoriser la « constitution d'une autre personnalité sociale, c'est-à-dire de nouvelles sensibilités, intérêts, modes d'appartenance au monde, etc. » (ibid., p.37). En conséquence, Yves de la Haye précise que la sphère de la communication « n'est pas un miroir où se refléterait l'actualité, elle n'est pas une place publique, même électronique,

comme le dit McLuhan, elle constitue le lubrifiant général des rapports sociaux de production, de consommation, d'échange, de reproduction » (ibid., p.41-42).

Dans un tel contexte où l'on parle parfois même d'« idéologie de la communication », il devient fort difficile d'adopter une position critique par rapport à la communication. Ça l'est d'autant plus que des raisons institutionnelles liées à ce que nous venons d'évoquer ont également leur importance dans la situation actuelle. Si les départements de communication ont été ou sont en plein développement, c'est notamment parce qu'ils attirent un nombre considérable d'étudiants et d'étudiantes, surtout dans le cadre des études de premier cycle. En conséquence, les études en communication constituent des sources de revenus importantes pour les Universités et ont contribué ou contribuent à l'embauche de nombreux professeurs. Mais de quel type d'enseignement, de quel genre de recherche s'agit-il de proposer ? Il nous semble que dans un contexte où la communication est largement mobilisée par les principales structures que sont les instances politiques (gouvernements, parlements, administrations, etc.) et les entreprises, à commencer par les transnationales, il est de plus en plus difficile de tenir un discours critique. Dorénavant considérés comme des « clients », les étudiants et étudiantes ont ainsi accès au marché de l'éducation comme de véritables consommateurs et reconnaissent d'ailleurs souvent que les études doivent leur permettre d'obtenir le meilleur travail possible au salaire le plus élevé qui leur permettra de rembourser leurs emprunts accumulés, véritable épée de Damoclès au dessus de leur tête. L'objectif quasi-officiel de l'Université devient d'ailleurs celui de l'adaptation aux mutations de la société, à commencer par celles du marché du travail, ce qui signifie le plus souvent flexibilité en matière de salaire, de temps de travail, de type de travail même. *In fine,* c'est la répartition de la richesse entre les revenus du capital et du travail qui continue de se modifier dans le cadre de l'exploitation des travailleurs et travailleuses par la logique de mise en valeur du capital mais cela n'est jamais rappelé.

Michel Freitag rappelle à ce sujet qu'Aristote avait déjà prévu le développement d'une activité commerciale dont la finalité est dorénavant dans le profit et non plus dans la valeur d'usage (2000, p.114). Or, la système capitaliste actuel tend à assujetir le système de l'éducation alors que « c'est peut-être l'institution de l'éducation, en tant qu'elle transmet encore un idéal civilisationnel, qui pourrait représenter le cœur de cette résistance » (ibid.,, p.118). Le philosophe poursuit en nous mettant en garde contre la « conversion de l'université en un réseau de services de formation professionnelle spécialisée » (ibid., p.120-121), mais aussi contre ce qui peut se cacher derrière un terme comme « partenariat ». Pour lui, la question de l'éducation est ainsi devenue la question politique « la plus importante et la plus urgente » (ibid., p.121). Et il conclut son propos en faisant appel aux intellectuels :

> Quant aux universitaires, professeurs et étudiants, ils doivent redevenir des intellectuels engagés et militants, qui s'opposent d'abord à leur réduction au statut d'experts qui se vendent au plus offrant (voir le chantage indécent sur la "fuite des cerveaux"). Et si la liberté académique a un sens aujourd'hui, c'est celui de la défense active de la liberté de penser dans l'universel et en vue de l'universel […]. La liberté académique aujourd'hui, ce n'est donc plus la liberté de penser à l'abri

> du monde, de "ses pompes et de ses œuvres", c'est la liberté d'agir dans le monde selon sa pensée, pour empêcher la déshumanisation du monde et pour promouvoir un monde plus juste, plus ouvert et plus accueillant. Ce ne sera pas le meilleur des mondes, et espérons que ça ne le sera jamais, mais ça pourrait être un lieu où la recherche d'un monde meilleur reste toujours possible pour tous (2000, p.122).

Avouons-le. On termine la lecture un peu groggy. Soit on rejète en bloc toute l'analyse en adoptant le discours inverse (mais dans ce cas, il y a beaucoup de chances que l'on n'ait jamais fini la lecture de l'article), soit on accepte d'un coup l'ensemble des propos comme relevant de l'évidence, soit on se met à discuter de certaines positions radicales en se demandant si l'auteur n'exagère pas un peu. C'est plutôt cette troisième position que nous avons adoptée. Or, Freitag reconnaît lui-même que ses thèses sont « exagérées ». Mais son argumentaire à ce sujet est troublant et mène à réfléchir, et de ce fait, à se demander à nouveau s'il n'aurait pas raison sur le fond : « On dira que tout cela est exagéré. Eh bien oui, c'est exagéré ! Quand ce ne sera plus exagéré, on ne pourra plus en parler (du moins sans se faire enfermer – or on n'enferme plus, on exclut) » (2000, p.120)…

En guise de conclusion, pessimiste mais volontariste…

Alors, comment promouvoir ce que dit Étienne Balibar lorsqu'il revendique le droit d'émettre des propositions négatives « parce qu'on ne peut vraiment entrer dans l'avenir qu'en faisant à chaque instant la critique minutieuse du passé » (1992, p.13) ? Comment mettre en place ce qu'Antonio Gramsci appelait de ses vœux : le pessimisme de l'intelligence et l'optimisme de la volonté ? Nous n'avons pas de réponse toute faite car nous pensons que c'est à nous collectivement de répondre à ce défi. Toutefois, nous conclurons notre intervention en évoquant une personnalité qui a pu être considéré comme « critique » tout au long de sa vie. La critique, il l'a à la fois exercé contre l'idéologie dominante imposée par la classe au pouvoir et propagée par ses agents dans l'intelligentsia, contre les frontières disciplinaires en combinant les compétences de l'économiste, du philosophe, du sociologue et du psychanalyste et contre sur les déviations, falsifications, simplifications de l'idéologie révolutionnaire qui se réclamait du marxisme. Cet homme, c'était Cornelius Castoriadis.

Références bibliographiques

Adorno Theodor et Max Horkheimer, 1974, *La raison dialectique,* Paris : Gallimard. Édition originale en langue allemande: *Dialektik der Aufklärung: Philosophische Fragmente,* éditions Francfort-sur-le Main : S. Fischer.

Attallah Paul, 1989, *Théories de la communication : histoire, contexte, pouvoir,* Québec : Presses de l'Université du Québec.

Balibar Étienne, 199,. *Les frontières de la démocratie,* Paris : La Découverte, coll. Essais Cahiers Libres.

Durand Jean-Pierre, 1997, « La pensée critique peut-elle être utile ? », *La Revue du M.A.U.S.S.,* n° 9 (1er semestre), p. 151-167.

Freitag Michel, 2000, « Contre l'aliénation totale. L'assujetissement de l'éducation à l'économie globalisée comme abandon de la civilisation et suicide des sociétés », dans Collectif étudiant UQAM, *L'essor de nos vies. Parti pris pour la société et la justice,* Outremont (Québec) : Lantôt éditeur, Département de sociologie, UQAM, p.97-122.

Golding Peter et Graham Murdock, 1991, « Culture, communication and Political Economy », James Curran et Michael Gurevith (dir.), *Mass Media and Society,* Londres : Edward Arnold, p. 15-32.

Gingras Anne-Marie, 1999, *Médias et démocratie. Le grand malentendu*, Québec : Presses de l'Université du Québec.

Hoggart Richard, 1970, *La culture du pauvre. Étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre,* Paris : Minuit, 1970. Édition originale en 1957 : *The Uses of Literacy: Aspects of Working-Class Life with Special References to Publications and Entertainments*, Londres : Chatto & Windus.

Jouët Josiane, 1993, « Pratiques de communication et figures de médiation », *Réseaux*, n° 60, p. 99-120, <http://www.enssib.fr/autres-sites/reseaux-cnet/60/05-jouet.pdf>.

Lacroix Jean-Guy, 1994, « Entrez dans l'univers merveilleux de Videoway », dans *De la télématique aux autoroutes électroniques. Le grand projet reconduit,* Jean-Guy Lacroix, Bernard Miège et Gaëtan Tremblay (dir.), Sainte-Foy (Québec) : Presses de l'Université du Québec, Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble, p. 137-162.

Lacroix Jean-Guy, Gaëtan Tremblay et Gilles Pronovost, 1993, « La mise en place de l'offre et la formation des usages des NTIC. Les cas de Vidéoway et de Télétel », dans *Cahiers de recherche sociologique*, no 21, p. 79-122.

La Haye (de), Yves, 1984, *Dissonances. Critique de la communication,* Grenoble : La Pensée sauvage, coll. Media discours.

Lévy Pierre, 1997, « La cyberculture en question : critique de la critique », *La Revue du M.A.U.S.S.*, n° 9, p. 111-126.

Mattelart Armand et Érik Neveu, 1996, « Cultural studies' stories. La domestication d'une pensée sauvage ?, *Réseaux,* no 80,

Mattelart Armand et Michèle Mattelart, 1986, *Penser les médias,* Paris : La Découverte, coll. Textes à l'appui.

Miège Bernard, 2003, « Considérations et propositions méthodologiques sur les mutations en cours dans les industries culturelles et informationnelles », séminaire MSH Paris Nord, intervention du 20 janvier.

Miège Bernard, 2000, « Le communicationnel et le social : Déficits récurrents et nécessaires (re)- positionnements théoriques », dans *Les enjeux de l'information et de la communication,* <http://www.u-grenoble3.fr/les_enjeux/n1/Miege/>. Auparavant : 1998, « Le communicationnel et le social : Déficits récurrents et nécessaires (re)-positionnements théoriques », *Loisir et société,* vol. 21, n° 1, p. 25-42.

Miège Bernard,1996, *La pensée communicationnelle,* Grenoble :

Mosco Vincent, 1998, « Myth-ing Links : Power and Community on the Information Highway », *The Information Society,* n° 14, p. 57-62.

Mosco Vincent, 1996, *The political economy of communication,* Londres : Sage.

Neveu Érik, 1994, *Vers une société de communication ?,* Paris : Montchrestien, coll. Clefs/Politique.

Perriault Jacques, 1989, *La logique de l'usage. Essai sur les machines à communiquer,* Paris : Flammarion.

Pronovost Gilles, 1994, « Médias : éléments pour l'étude de la formation des usages sociaux », *TIS*, vol. 6, n° 4, p. 377-400.

Proulx Serge, 1994, « Une lecture de l'œuvre de Michel de Certeau : l'invention du quotidien, paradigme de l'activité des usagers », *Communication*, vol. 15, n° 2, p. 170-197.

Sfez Lucien, 1993, « Communication et démocratie », in *Dictionnaire critique de la communication*, Lucien Sfez (sous la direction de), Paris : Presses universitaires de France, p. 1572-1576.

UNESCO, 1982, Les Industries culturelles : un enjeu pour l'avenir de la culture. Paris : Unesco.

Tremblay Gaëtan, 1997, « La théorie des industries culturelles face aux progrès de la numérisation et de la convergence », *Sciences de la société,* no 40, février, p.11-22.

Williams Raymond, 1977, *Marxism and Literature,* Oxford : Oxford University Press, coll. Marxist introductions.

Yelle François, 2000, Les études en communication médiatique au Québec et l'approche des Cultural Studies, <http://commposite.org/2000.1/articles/yelle.htm>.